

Pouvoirs de police du Maire: Gens du Voyage et Étrangers

GENS DU VOYAGE

INTRODUCTION :

Une histoire migratoire commune :

- Originaires du Nord de l'Inde
- Métiers religieusement « impurs »/interdiction d'être sédentaires
- Auraient quitté l'Inde vers l'an 1000 / arrivés en Europe au XVème s.
- XVIIème s. en France : **sédentarisation exigée, sous peine d'expulsion.**
- **Stigmatisation progressive** : hommes condamnés aux galères, femmes rasées,...
- Paroxysme : **camps de concentration** pendant la 2^{ème} guerre mondiale.



Les enjeux de l'exercice des pouvoirs de police du Maire

- ☐ **Des modes de vie qui impliquent des réponses spécifiques**
(assainissement, accueil, éducation des enfants, accès aux droits sociaux, respect de leur droit d'aller et venir...).
- ☐ **Un sentiment parfois s'insécurité** lié à leur passage, à tort ou à raison.
- ☐ **Éviter des stationnements illicites** afin de favoriser la coexistence avec les autres administrés.
- ☐ **Des modalités particulières d'exercice d'une profession**



L'exigence du droit français : s'appliquer à ces populations sans discrimination

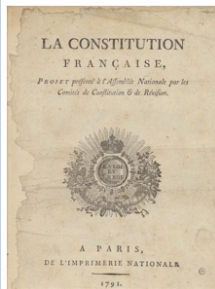
Des situations hétérogènes

Des personnes qui aujourd'hui :

- ☐ Peuvent être **sédentarisées**
- ☐ ou toujours avec un **mode de vie itinérant** (logement et/ou travail).

- ☐ Peuvent être **de nationalité française**
- ☐ ou **de nationalité étrangère** :
 - ✓ européenne ou non européenne
 - ✓ en situation régulière ou irrégulière....

L'exigence de critères juridiques non discriminatoires



Des critères objectifs, non discriminants.

Article 1 de la Constitution : « *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens **sans distinction d'origine, de race ou de religion**. Elle respecte toutes les croyances* ».

I- LES ANCIENNES LOIS DE 1912 ET 1969

A- LA LOI DE 1912 (EN VIGUEUR JUSQU'EN 1969)

Loi de 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades.

Obligation pour tous les **forains et nomades** de plus de 13 ans d'avoir :

Carnet anthropométrique individuel et collectif familial



Notice individuelle de délivrance



Plaque de contrôle spécial à l'arrière des véhicules



B- LA LOI DE 1969 (EN VIGUEUR JUSQU'EN 2017)

Loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice d'activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France.

☐ Notion de « **Personnes sans domicile ni résidence fixe (SDRF)** »

☐ Création de **livrets et carnets de circulation**.



→ perte de la fonction de pièce d'identité

→ suppression de l'anthropométrie

☐ Création d'un **fichier national des titres de circulation (FPSDRF)**.

☐ Obligation d'avoir une **commune de rattachement** pour y exercer ses droits.

3 ans de rattachement ininterrompue pour s'inscrire sur les listes électorales.

13

La censure partielle de la loi de 1969 par le Conseil constitutionnel en 2012¹ :

✗ Le **Carnet de circulation, visé tous les 3 mois**, est jugé contraire aux libertés fondamentales (libre circulation).

✗ L'obligation de s'inscrire dans une commune plus de 3 ans avant de pouvoir voter est une atteinte excessive aux droits des personnes.

✓ Le **livret de circulation, visé tous les ans**, maintenu par soucis pour l'Etat de localiser les personnes sur son territoire.

II- LE DROIT ACTUELLEMENT EN VIGUEUR :

A- LOI DE 2017 RELATIVE À L'ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ

Loi 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté :

¹ <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2012/2012279QPC.htm>

Suppression :

- ☐ des titres de circulation
- ☐ de l'obligation de rattachement à une commune.

=> met fin à toute distinction non fondée en droit

Création :

- ☐ notion de **personnes « sans domicile stable »**
- ☐ **peuvent élire domicile** auprès des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale (CCAS ou CIAS) ou d'organismes agréés par le préfet.

B- LOI DE 2000 RELATIVE À L'ACCUEIL ET À L'HABITAT DES GENS DU VOYAGE

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage s'applique aux « **personnes dites gens du voyage** et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles » (art.1).
À leur égard, cette loi :

3 axes principaux :

- 1. Obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants d'aménager des aires de passage.**

- 1. Obligation des communes de plus de 5 000 habitants d'aménager des terrains pour l'accueil et le séjour des gens du voyage.**



Une fois l'aire définie, le maire pourra, par arrêté, interdire le stationnement sur le reste du territoire de la commune.

Alternative depuis 2017 : possibilité de contribuer financièrement à l'aménagement d'une aire sur le territoire d'une autre commune et d'un EPCI.

2. Élaboration d'un schéma départemental d'accueil des gens du voyage

Le schéma est élaboré dans le cadre d'une **commission départementale** consultative qui est composée de représentants des services de l'État, des représentants du conseil général et des représentants des maires désignés.

3 objectifs du schéma départemental :

3 objectifs :

Répartir de façon équitable **les capacités d'accueil** entre les communes de plus de 5000 habitants.

Prévoit les conditions de leur passage et séjour (y compris scolarisation des enfants) et de l'exercice d'activités économiques.

Prévoir des secteurs géographiques pour des :
- Aires permanentes d'accueil
- Terrains familiaux locatifs,
- Aires de grand passage

La **création des aires de grand passage** relève du **préfet et/ou du Président du Conseil départemental** tandis que la création des aires permanentes d'accueil et des terrains familiaux relève du maire ou du président de l'EPCI.

3. Police spéciale du Maire pour interdire le stationnement en dehors des aires et solliciter l'évacuation de campements illicites

→ L'évacuation des campements illicites :

En cas d'occupation illicite, **procédure simplifiée d'expulsion** (art.9) :

- Le **Maire** (ou le propriétaire ou le titulaire du droit d'usage du terrain occupé) peut solliciter l'intervention du préfet.
- Le **Préfet** procèdera sous conditions à la mise en demeure et l'évacuation forcée.

En détail :

Les conditions de la procédure simplifiée d'expulsion :

Le Maire doit avoir :

- 1) remplit ses obligations d'aménagement d'aires d'accueil.
- 2) adopté un arrêté interdisant le stationnement en dehors des aires aménagées.
- 3) établit que le stationnement illégal est de nature à porter atteinte à la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique.

Il dresse un **procès-verbal de manquement à l'arrêté** et le **transmet au préfet**.

Le préfet procèdera à :

- ☐ La **mise en demeure** d'évacuer les lieux
7 jours à compter de sa notification aux contrevenants.
- ☐ En l'absence d'évaluation volontaire, **évacuation forcée** (sans recours nécessaire au juge).

→ Faire respecter les manquements à l'installation illégales de gens du voyage :

Compétence du Policier municipal :

Possibilité de verbaliser sur le fondement de :

- ☐ **L'art. 322-4-1 du Code pénal**
- ☐ **L'article 322-15-1 du Code pénal**
- ☐ **L'arrêté municipal d'interdiction de stationnement** (contravention de 2^{ème} classe depuis le décret du 17 février 2022).

Article 322-4-1 CP

Le fait de s'installer en réunion, en vue d'y établir une habitation, même temporaire, sur un terrain appartenant soit à une commune qui s'est conformée aux obligations lui incombant en vertu du schéma départemental prévu à l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ou qui n'est pas inscrite à ce schéma, soit à tout autre propriétaire autre qu'une commune, sans être en mesure de justifier de son autorisation ou de celle du titulaire du droit d'usage du terrain, est puni d'un an d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

Dans les conditions prévues à l'article 495-17 du code de procédure pénale, l'action publique peut être éteinte par le versement d'une **amende forfaitaire d'un montant de 500 €**. Le montant de l'amende forfaitaire minorée est de 400 € et le montant de l'amende forfaitaire majorée de 1000€.

Lorsque l'installation s'est faite au moyen de véhicules automobiles, il peut être procédé à leur saisie, à l'exception des véhicules destinés à l'habitation, en vue de leur confiscation par la juridiction pénale

Article 322-15-1 CP

Les personnes physiques coupables de l'infraction prévue à l'article 322-4-1 encourrent les peines complémentaires suivantes :

- 1° La suspension, pour une durée de trois ans au plus, du permis de conduire;
- 2° La confiscation du ou des véhicules automobiles utilisés pour commettre l'infraction, à l'exception des véhicules destinés à l'habitation.

NATI NF	INFRACTION	QUALIF	Prévue et réprimée par	Dest. PV
23836	Installation en réunion sur le terrain d'autrui sans autorisation en vue d'y habiter	Délit	Art. 322-4-1, 322-15 et 322-15-1 du Code pénal	Procureur Préfet

C- LOI DE 2018 RELATIVE À L'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ET À LA LUTTE CONTRE LES INSTALLATIONS ILLICITES

[La loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites.](#)

3 objectifs principaux :

- ☐ Préciser de nouveau la répartition des compétences dans le contexte d'une EPCI.
- ☐ « **Grands rassemblements** » :
 - ✓ obligation d'information préalable avant tout stationnement de plus de 150 résidences mobiles.
 - ✓ transfert possible du pouvoir de police générale du maire au préfet du département.
- ☐ **Renforcer la sanction pénale** de l'occupation illégale

ÉTRANGERS

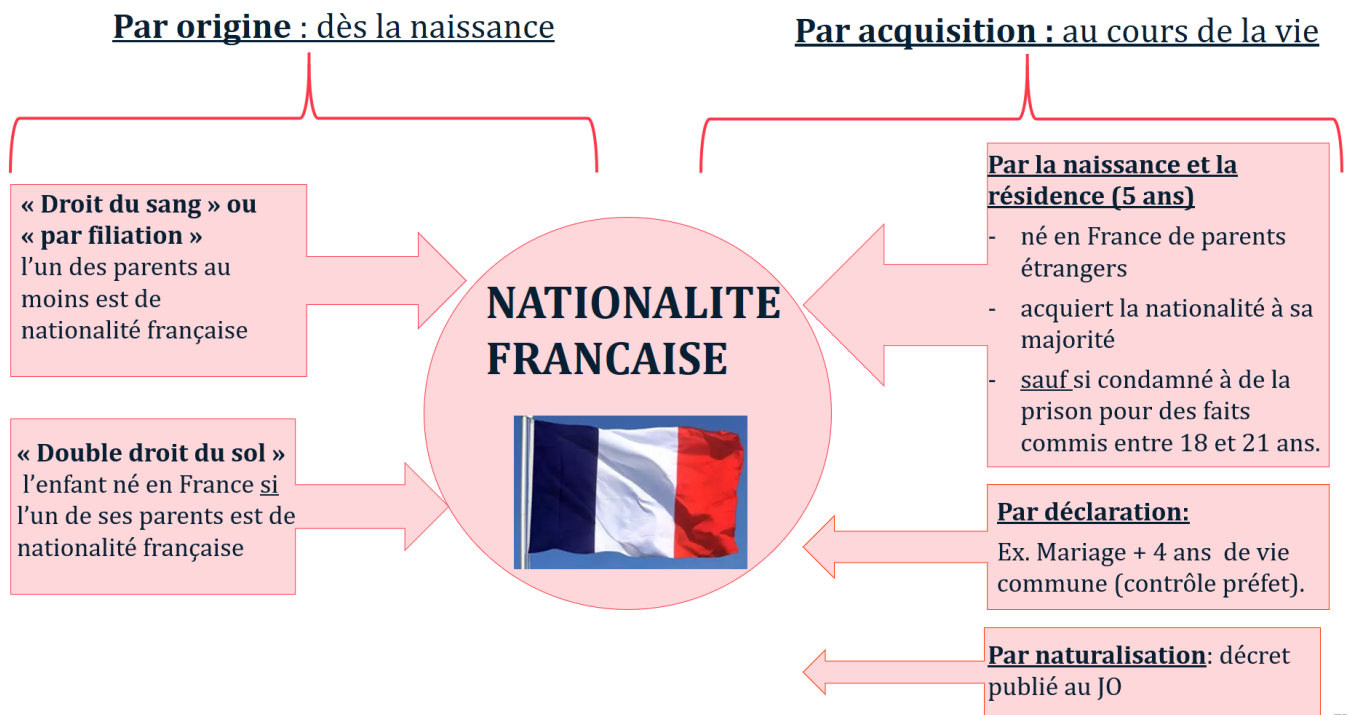
INTRODUCTION : DEFINITION ET DROIT APPLICABLE

Les principales règles concernant les étrangers figurent dans le **Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile (le CESEDA)**.

Définition de l'étranger ? l'art. L 110-3 du CESEDA « les personnes qui n'ont pas la nationalité française, soit qu'elles aient une nationalité étrangère, soit qu'elles n'aient pas de nationalité ».

I. LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

A- PAR ORIGINE ET PAR ACQUISITION



31

B- PERTE DE LA NATIONALITÉ

La perte de la nationalité française peut intervenir à la demande de la personne ou comme la conséquence d'une sanction pénale par exemple. Plusieurs cas de figures existent :

1. Par déclaration expresse

La personne majeure de nationalité française peut renoncer à sa nationalité française si elle réside habituellement à l'étranger et qui a acquis volontairement une nationalité étrangère.

2. Par répudiation

L'enfant qui n'est pas né en France et dont un seul des parents est français peut répudier la qualité de français (répudiation dans les 6 mois avant sa majorité ou les 12 mois la suivant).

3. Perte par décret

Peut être autorisé à perdre la qualité de français par décret en **Conseil des ministres**, le français, même mineur, ayant une nationalité étrangère.

Peut être déclaré avoir perdu la qualité de français par **décret en Conseil d'État** :

- le français qui se comporte comme le national d'un pays étranger, s'il a la nationalité de ce pays
- le conjoint français d'un étranger ayant acquis la nationalité de celui-ci et dont la résidence habituelle du ménage est à l'étranger.

- le français servant dans une armée étrangère ou un service public étranger ou une organisation internationale dont la France n'est pas membre, après injonction du gouvernement français de mettre fin à cette activité.

4. Perte par jugement

Peut être déclaré avoir perdu la nationalité française, par jugement, le **français d'origine par filiation**, qui n'a point la **possession d'état** de français et n'a jamais eu sa résidence habituelle en France ; il en est de même pour les ascendants dont il tient cette nationalité.

5. Déchéance

L'individu qui a acquis la nationalité française peut, par décret en Conseil d'État, être déchu de celle-ci :

- s'il est condamné pour atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation
- s'il s'est soustrait aux obligations militaires
- s'il a été condamné en France ou à l'étranger à une peine au moins égale à cinq années d'emprisonnement.

II. L'ENTRÉE EN FRANCE

A- CONDITIONS GÉNÉRALES

Pour entrer en France, l'étranger doit être muni :

- **passport** en cours de validité
- **revêtu d'un VISA** délivré par les autorités consulaires françaises.
- Autres exigences parfois prévues par les conventions ou règlements en vigueur.

Sauf :

- ressortissants **UE** : pas de visa ni passeport, la **carte d'identité** suffit.
- ressortissants de pays ayant un accord bilatéral avec la France.

ex. Brésil, pas de visa pour séjour de moins de 3 mois.

B- LES DIFFÉRENTS TYPES DE VISA

Visa court séjour 3 mois maximum	TOURISTIQUE	PROFESSIONNEL	VISITE PRIVEE
Visa long séjour de 3 mois à 1 an maximum	PROFESSIONNEL	PERSONNEL	

C- CONDITIONS GÉNÉRALES À REMPLIR POUR L'OBTENTION D'UN VISA

- justificatifs de moyens d'existence
- garanties de rapatriement
- conditions du séjour si touristique (lieu de séjour...)
- document précisant sa profession si visa professionnel
- attestation d'accueil signée par la personne accueillante si visite privée
- ne pas constituer une menace pour l'ordre public
- en cas de maladie ou d'infirmité, ne pas mettre en danger l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique.

III. LE SÉJOUR EN FRANCE

Étapes chronologiques au-delà du visa :

1) **Carte de séjour temporaire** : 1 an ou de 3 à 5 ans.

2) **Carte de séjour de 10 ans**

A- LES ÉTRANGERS NON EUROPÉENS

Au-delà de 3 mois de séjour, il doit être muni d'une **CARTE DE SÉJOUR TEMPORAIRE** :

Carte de séjour d'1 an:

- ☐ « visiteur »
- ☐ « étudiants » « salarié »
- ☐ « scientifique »
- ☐ « profession artistique et culturelle »
- ☐ « vie privée et familiale » (donne droit à l'exercice d'une activité professionnelle)

Carte de séjour de 3 à 5 ans :

- ☐ « compétences et talents » : 3 ans
- ☐ « salarié en mission » : 3 ans.
- ☐ « ressortissant U.E ou membre de sa famille » : 5 ans.
- ☐ « Retraité » : 1 ans ou plus (pension de retraite FR mais résidant à l'étranger)

42

Au-delà de la validité des cartes de séjour temporaire, il peut ensuite prétendre à une **CARTE DE RÉSIDENT** :

- ☐ Carte de résident de 10 ans

Attention, il n'existe plus de carte permanente pour les non européens.

B- LES RESSORTISSANTS DE L'UNION EUROPÉENNE

Régime particulier :

- ☐ Carte de séjour de 10 ans à la première délivrance
- ☐ Au 1^{er} renouvellement, elle peut demander une carte **permanente** (la préfecture garde le droit de lui délivrer une 2^{ème} carte de 10 ans).
- ☐ **Cas particulier** : carte de 5 ou 1 an renouvelable pour des travailleurs saisonniers, étudiants...

C- LES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

Régime particulier : *Accord franco-algérien du 27 décembre 1968 (modifié en 1985).*

CERTIFICAT DE RÉSIDENCE 1 an renouvelable :

- ☐ Visiteur
- ☐ Salarié
- ☐ Activité soumise à autorisation
- ☐ Membre de famille

CERTIFICAT DE RÉSIDENCE 10 ans :

- ☐ Conjoint ressortissant français
- ☐ Enfant algérien d'un ressortissant français de moins de 21 ans à sa charge
- ☐ au ressortissant algérien qui justifie résider habituellement en France depuis ses 10 ans ou depuis 15 ans.....

IV. LE REGROUPEMENT FAMILIAL

Découle du droit de l'étranger de pouvoir mener une **vie familiale normale**.

- ☐ Après 1 an de séjour régulier,
- ☐ Droit d'être rejoint par son **conjoint et les enfants du couple mineurs**.
- ☐ L'avis du maire du lieu du domicile du demandeur est sollicité pour le logement



V. L'ASILE

Procédure de demande d'asile :

- ☐ Demande d'asile en préfecture
- ☐ Examen par le **Préfet**
La personne est-elle *« dublinée »*?
Fait-elle l'objet des dispositions du Règlement Dublin III de l'EU (fichier Eurodac) ?
- ☐ Demandeur convoqué à l'**Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)**
Entretien, assisté d'un interprète
Décision d'octroi ou rejet de la demande



- ☐ En cas de refus, recours possible : **Cour nationale du droit d'asile**

En cas d'octroi de l'asile	En cas de refus de l'asile
L'étranger a la qualité de réfugié	L'étranger doit quitter le territoire français.
Admis à demander une carte de résident.	Sous peine de faire l'objet d'une mesure d'éloignement:

VI. SORTIE DU TERRITOIRE

- ☐ **La reconduite à la frontière : arrêté motivé du préfet**
- ☐ **L'expulsion d'un étranger du territoire national : arrêté du Ministre de l'intérieur**
 - Si sa présence sur le sol français constitue une menace grave pour l'ordre public.
 - Mais des interdictions d'expulser : mineur de moins de 18 ans, marié depuis au moins 1 ans à un ressortissant français...

VII. L'EXERCICE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

A) Cadre légal : CESEDA

- ☐ **L821-1 : pénétrer sur le territoire national si :**
 - 1° la personne n'a pas rempli les conditions de visa requis
 - 2° OU s'il fait l'objet d'un signalement Schengen (infractions graves ou décision administrative d'interdiction du territoire)**⇒ emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 e.**
- ☐ **L812-1 et -2 :** En dehors de tout contrôle d'identité, les étrangers doivent être en mesure de **présenter les pièces ou documents de circulation ou de séjour** en France à toute réquisition des OPJ et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, aux APJ et **APJA**.

B) CONTATATION DES INFRACTIONS

Résulte soit :

- d'un titre de séjour périmé
- d'un titre de séjour dont l'authenticité est sujette à caution
- du défaut de présentation des documents et visas exigés.

Compétence du PM :

- **art. 78-6 CPP : s'il y a infraction, constat par PV et aviser l'OPJ immédiatement** en cas de non présentation des documents.
- *Suite* : l'étranger peut être placé en **rétenion 4h + garde à vue 24h**, en attendant que soit prise et notifiée la décision de reconduite à la frontière.

C) LES PERMIS DE CONDUIRE ÉTRANGER

Court séjour (mois de 185 jrs = 6 mois), permis étranger est possible si:

- ☐ permis valide
- ☐ et rédigé en français **OU** accompagné d'une traduction officielle en français **OU** permis international.

En cas d'installation en France : le permis de conduire étranger

- ☐ est **valable 1 an** à partir de l'acquisition de la résidence normale (6 mois minimum par année civile).
- ☐ Ensuite : échange contre un permis français est obligatoire (sauf étudiant).

Permis délivré par un État de l'UE ou de l'EEE, est reconnu en France si valide.